

STATUTS



ADOPTÉS PAR L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE
DU 20 AVRIL 2015

DE LA

FÉDÉRATION

FRANÇAISE

DE FOOTBALL

DE TABLE

SOMMAIRE

TITRE 1 - BUT ET COMPOSITION	Page 3
ART 1 - But de la fédération	Page 3
ART 2 - Composition de la fédération	Page 3
ART 3 - Ligues régionales et comités départementaux	Page 4
ART 4 - Licenciés	Page 4
ART 5 - Moyens d'actions et délivrance des titres	Page 5
TITRE 2 - LES ORGANES FÉDÉRAUX	Page 6
ART 1 - L'Assemblée générale	Page 6
ART 2 - Le Comité Directeur	Page 7
ART 3 - Le Président et le bureau	Page 8
ART 4 - Autres organes de la fédération	Page 9
TITRE 3 - RESSOURCES ANNUELLES	Page 10
TITRE 4 - MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION	Page 10
TITRE 5 - SURVEILLANCE ET PUBLICITE	Page 11

TITRE 1 **BUT ET** **COMPOSITION**

ART 1 - BUT DE LA FÉDÉRATION

1.1.1. L'association dite « Fédération Française de Football de Table », de sigle F.F.F.T., fondée en 1991, a pour objet :

- de rassembler toutes les associations faisant pratiquer le football de table dans l'ensemble de la France métropolitaine et les départements et territoires français d'outre-mer ;
- d'organiser, de développer et de promouvoir la pratique du football de table dans l'ensemble de la France métropolitaine, les départements et territoires français d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte ;
- de participer à l'éducation par l'enseignement de sa discipline ;
- d'organiser la pratique sportive de haut niveau.

1.1.2. La F.F.F.T. s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel.

1.1.3. La F.F.F.T. a pour objectif l'accès de tous à la pratique des activités physiques et sportives. Elle

s'interdit toute discrimination.

1.1.4. La F.F.F.T. veille au respect de ces principes par ses membres ainsi qu'au respect de la charte de déontologie du sport établie par le Comité National Olympique et Sportif Français. Elle assure les missions prévues au III de l'article 16 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.

1.1.5. Sa durée est illimitée.

1.1.6. Elle a son siège à : Fédération Française de Football de Table
3 Rue de Clermont
44000 NANTES

Téléphone : 02.40.20.52.38
– Fax : 02.40.20.44.59

Le siège peut être transféré dans une autre commune par délibération de l'Assemblée générale.

ART 2 - COMPOSITION DE LA FÉDÉRATION

1.2.1. La F.F.F.T. se compose d'associations sportives constituées dans les conditions prévues par le chapitre 1er du titre III du

livre 1er du code du sport, et ayant pour objet la pratique du football de table.

1.2.2. Elle peut comprendre, par décision du Comité Directeur, des licenciés à titre individuel, ainsi que des membres donateurs et des membres bienfaiteurs.

1.2.3. La F.F.F.T. peut également comprendre, par décision du Comité Directeur, des organismes qui, sans avoir pour objet la pratique du football de table, contribuent au développement de celui-ci.

1.2.4. Les groupements sportifs dénommés clubs, constitués conformément à l'article 1.2.1. des présents statuts, contribuent financièrement au fonctionnement de la F.F.F.T. :

- par le paiement d'un droit d'entrée dont le montant et les modalités de versement sont définis chaque année par l'Assemblée générale pour la saison sportive suivante ;
- par la délivrance à tous les pratiquants d'une licence dont le montant est fixé chaque année par l'Assemblée générale pour la saison sportive suivante.

1.2.5. La qualité de membre de la F.F.F.T. se perd par la démission ou par la radiation. La radiation est prononcée par le Comité Directeur pour non-paiement de la participation financière. Elle peut également être prononcée, dans les conditions prévues par le Règlement Disciplinaire, pour tout motif grave.

1.2.6. L'affiliation à la F.F.F.T. ne peut être refusée par le Comité Directeur à une association constituée pour la pratique du football de table que si :

- elle n'assure pas en son sein la liberté d'opinion et le respect des droits de la défense ;
- elle ne s'interdit pas toute discrimination illégale ;
- l'organisation de ce groupement sportif n'est pas compatible avec les présents Statuts ou le Règlement Intérieur.

ART 3 - LIGUES RÉGIONALES ET COMITÉS DÉPARTEMENTAUX

1.3.1. La F.F.F.T. peut constituer, sous forme d'associations de la loi 1901 ou inscrites selon la loi locale dans les départements du Haut-Rhin et

de la Moselle, s'ils ont la personnalité morale, des ligues régionales et des comités départementaux chargés de la représenter dans leur ressort territorial respectif et d'y assurer l'exécution d'une partie de ses missions. Ce ressort territorial ne peut être autre que celui des services déconcentrés du ministère chargé des sports que sous réserve de justifications et en l'absence d'opposition motivée du ministre chargé des sports.

Ces organismes constitués par la F.F.F.T. dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon ou à Mayotte peuvent en outre, le cas échéant, conduire des actions de coopération avec les organisations sportives des Etats de la zone géographique dans laquelle ils sont situés et, avec l'accord de la F.F.F.T., organiser des compétitions ou manifestations sportives internationales à caractère régional ou constituer des équipes en vue de participer à de telles compétitions ou manifestations.

1.3.2. Ces organismes sont constitués sous la forme d'associations déclarées dont les Statuts

doivent être compatibles avec les présents Statuts. Chacun de ces organismes est administré par un Comité Directeur élu au scrutin majoritaire à deux tours.

ART 4 - LICENCIÉS

1.4.1. La licence prévue au I de l'article 16 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 et délivrée par la F.F.F.T. marque l'adhésion volontaire de son titulaire à l'objet social et aux Statuts et règlements de celle-ci.

La licence confère à son titulaire le droit de participer au fonctionnement et aux activités de la F.F.F.T. En particulier, sauf exceptions visées à l'article 2.2.5. des présents statuts, tout licencié depuis plus de deux ans sans interruption et âgé d'au moins seize ans le jour du vote peut être candidat à l'élection pour la désignation des membres des instances dirigeantes de la fédération, des ligues régionales ou des comités départementaux. Cependant, seul un candidat majeur peut postuler aux fonctions du bureau (Président, Trésorier, Secrétaire). Le Règlement Intérieur peut également prévoir que

les candidats au Comité Directeur de la fédération devront, en plus, accompagner leur candidature de la présentation d'un projet sportif pour l'ensemble de la fédération et la durée du mandat du Comité Directeur.

1.4.2. La licence est annuelle et délivrée pour la durée de la saison sportive, dont les dates sont fixées par le règlement intérieur.

La délivrance d'une licence ne peut être refusée que par décision motivée du Comité Directeur de la F.F.F.T.

La licence est délivrée par les groupements sportifs, tel qu'il est défini dans l'article 1.2.4.

Pour être licencié, tout joueur devra fournir à son club d'accueil un certificat médical attestant de l'absence d'une contre-indication à la pratique du football de table.

La fédération et ses associations doivent souscrire pour l'exercice de leur activité des garanties d'assurance couvrant leur responsabilité civile ainsi que celle de leurs licenciés. Les associations sont tenues d'informer leurs

adhérents de leur intérêt à souscrire un contrat d'assurance de personnes couvrant les dommages corporels auxquels peut les exposer la pratique sportive.

1.4.3. La licence ne peut être retirée à son titulaire que pour motif disciplinaire, dans les conditions prévues par le Règlement Disciplinaire ou le Règlement Disciplinaire particulier en matière de lutte contre le dopage.

1.4.4. Tous les membres adhérents des associations affiliées doivent être titulaires d'une licence, exceptés ceux visés à l'article 1.4.5. La F.F.F.T. peut, en cas de non respect de cette obligation par une association affiliée, prononcer une sanction dans les conditions prévues par le Règlement Disciplinaire.

1.4.5. Sont ouvertes aux personnes qui ne sont pas titulaires de la licence les activités définies par le Règlement Intérieur.

La délivrance du titre permettant la participation des non licenciés à ces activités peut donner lieu à la perception d'un droit fixé

par l'Assemblée générale. Elle peut en outre être subordonnée au respect par les intéressés de conditions destinées à garantir leur santé ainsi que leur sécurité et celle des tiers.

ART 5 - MOYENS D'ACTION ET DÉLIVRANCE DES TITRES

1.5.1. Les moyens d'action de la F.F.F.T. sont :

- l'organisation des championnats nationaux et, par délégation de la Fédération Internationale, des championnats internationaux ;
- le contrôle des épreuves, concours, tournois, exhibitions entre pratiquants individuels ou entre associations affiliées ;
- la remise de prix, récompenses et distinctions ;
- l'organisation de stages d'initiation, de formation et de perfectionnement ;
- l'organisation de colloques et de séminaires ;
- l'édition, la publication et la diffusion de revues, livres et ouvrages techniques, de tracts, bulletins, programmes, affiches et de tout écrit portant sur le football de table, ainsi que tout moyen audiovisuel ;
- tous ceux légaux, propres à atteindre les objectifs définis à l'article 1.1.1. des

présents Statuts.

1.5.2. Les titres sportifs pour la délivrance desquels la F.F.F.T. reçoit délégation du ministre chargé des sports sont attribués par la Commission Sportive.

LES ORGANES FÉDÉRAUX

ART 1 - L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

2.1.1. L'Assemblée générale de la F.F.F.T. se compose des représentants des groupements sportifs (clubs) affiliés à la F.F.F.T., élus par leurs Assemblées générales respectives, au scrutin majoritaire à deux tours. Elle se compose également des licenciés à titre individuel, des membres bienfaiteurs, des membres donateurs, et des membres provenant des catégories mentionnées au 1.2.3.

2.1.2. Les représentants des associations sportives affiliées disposent d'un nombre de voix proportionnel au nombre de licenciés qu'ils représentent, selon le barème suivant : 1 voix par tranche de 10 licenciés. Les représentants des associations sportives affiliées représentant moins de 10 licenciés disposent d'une voix.

2.1.3. Les membres des catégories mentionnées au 1.2.3. disposent d'une voix.

2.1.4. L'Assemblée générale est convoquée par le Président de la F.F.F.T., dans le semestre suivant la

date d'arrêté des comptes de l'exercice précédent :
- au plus tard un mois avant la date de la réunion pour l'Assemblée générale annuelle ou l'Assemblée générale Elective,
- au plus tard quinze jours avant la date de la réunion pour une Assemblée générale Extraordinaire.

Elle se réunit au moins une fois par an, à la date fixée par le Comité Directeur et chaque fois que sa convocation est demandée par le Comité Directeur ou par le tiers des membres de l'assemblée représentant le tiers des voix.

L'ordre du jour est fixé par le Comité Directeur.

2.1.5. L'Assemblée générale définit, oriente et contrôle la politique générale de la F.F.F.T. Elle entend chaque année les rapports sur la gestion du Comité Directeur et sur la situation morale et financière de la F.F.F.T.

2.1.6. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget.

2.1.7. Elle fixe les cotisations dues par ses membres.

2.1.8. Sur la proposi-

tion du Comité Directeur, elle adopte le Règlement Intérieur, le Règlement Disciplinaire, le Règlement Financier et le Règlement Disciplinaire particulier en matière de lutte contre le dopage.

2.1.9. L'Assemblée générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les baux de plus de neuf ans.

2.1.10. Elle décide seule des emprunts excédant la gestion courante.

ART 2 - LE COMITÉ DIRECTEUR

2.2.1. La F.F.F.T. est administrée par un Comité Directeur de 7 membres au moins et de 12 membres au plus, dont un médecin, qui exerce l'ensemble des attributions que les présents Statuts n'attribuent pas à un autre organe de la F.F.F.T. ou par l'Assemblée générale.

Le Comité Directeur suit l'exécution du budget.

Il adopte le règlement médical et les règlements

sportifs.

2.2.2. Les membres du Comité Directeur sont élus au scrutin secret par l'Assemblée générale, pour une durée de quatre ans. Ils sont rééligibles. Le mandat du Comité Directeur expire le 31 mars qui suit les derniers Jeux olympiques d'été. Les postes vacants au Comité Directeur avant l'expiration de ce mandat, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus lors de l'Assemblée générale suivante.

2.2.3. La représentation des femmes au Comité Directeur est assurée par l'obligation de leur attribuer au moins un siège si le nombre de leurs licenciées est inférieur à 10% du nombre total des personnes licenciées et un siège supplémentaire par tranche de 10% au-delà de la première.

2.2.4. Le Comité Directeur est élu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Le dépôt d'une candidature n'est recevable que s'il est accompagné de la présentation d'un projet sportif pour l'ensemble de la F.F.F.T. et la durée du mandat du Comité Directeur.

Sont élus au premier tour de scrutin les candidats ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés. Au second tour de scrutin, l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité, l'élection est acquise au candidat le plus âgé.

2.2.5. Ne peuvent être élues au Comité Directeur :

- 1) Les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales ;
- 2) Les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales ;
- 3) Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps, notamment pour manquement grave aux règles techniques du jeu constituant une infraction à l'esprit sportif.

2.2.6. Le Comité Directeur se réunit au moins trois fois par an. Il est convoqué par le Président de la F.F.F.T. La convocation est obliga-

toire lorsqu'elle est demandée par le quart de ses membres.

Le Comité Directeur ne délibère valablement que si le tiers au moins de ses membres est présent. Les agents rétribués de la F.F.F.T. peuvent assister aux séances avec voix consultative s'ils y sont autorisés par le Président. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire.

2.2.7. L'Assemblée générale peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

- 1) L'Assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant le tiers des voix ;
- 2) Les deux tiers des membres de l'Assemblée générale doivent être présents ou représentés ;
- 3) La révocation du Comité Directeur doit être décidée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

2.2.8. Le Directeur Technique National assiste avec voix consultative aux séances du Comité Direc-

teur.

ART 3 - LE PRÉSIDENT ET LE BUREAU

2.3.1. Dès l'élection du Comité Directeur, l'Assemblée générale élit le Président de la F.F.F.T. (cf. Règlement Intérieur).

Le Président est choisi parmi les membres majeurs du Comité Directeur sur proposition de celui-ci. Il est élu au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Après l'élection du Président, le Comité Directeur élit en son sein, et parmi les membres majeurs, au scrutin secret, le bureau fédéral dont la composition est fixée par le Règlement Intérieur et qui comprend au moins le Secrétaire Général et le Trésorier Général. Le mandat du Président et du bureau prend fin avec celui du Comité Directeur.

2.3.2. Le Président de la F.F.F.T. préside les Assemblées générales, le Comité Directeur et le Bureau. Il ordonnance les dépenses.

2.3.3. Il représente la F.F.F.T. dans tous les actes de la vie civile et devant les

tribunaux.

2.3.4. Le Président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur. Toutefois, la représentation de la F.F.F.T. en justice ne peut être assurée, à défaut du Président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

2.3.5. Sont incompatibles avec le mandat de Président de la F.F.F.T. les fonctions de chef d'entreprise, de président de conseil d'administration, de président et de membre de directoire, de président de conseil de surveillance, d'administrateur délégué, de directeur général, directeur général adjoint ou gérant exercées dans les sociétés, entreprises ou établissements, dont l'activité consiste principalement dans l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de la F.F.F.T., de ses organes internes ou des associations qui lui sont affiliées.

Les dispositions du présent article sont applicables à toute personne qui, directement ou par personne

interposée, exerce en fait la direction de l'un des établissements, sociétés ou entreprises ci-dessus mentionnés.

2.3.6. En cas de vacance du poste de Président, pour quelque cause que ce soit, les fonctions de Président sont exercées provisoirement par le Vice-Président, ou, à défaut, par un membre du Bureau Fédéral élu au scrutin secret par le Comité Directeur.

Dès sa première réunion suivant la vacance, et après avoir, le cas échéant, complété le Comité Directeur, l'Assemblée générale élit un nouveau Président pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

ART 4 - AUTRES ORGANES DE LA FÉDÉRATION

2.4.1. Le Comité Directeur institue, par élection de leur Président, et selon les modalités prévues par le règlement intérieur :

- la Commission Sportive et ses sous-commissions, notamment la Commission des Juges et des Arbitres, qui a pour mission de proposer les conditions dans

lesquelles sont assurées la formation et le perfectionnement des arbitres et juges dans le football de table ;

- la Commission de Communication et de Développement et ses sous-commissions ;
- la Commission Administrative et Juridique ;
- la Commission des Finances ;
- la Commission de la Formation ;
- la Commission Médicale ;
- tout autre organe dont la mise en place deviendrait nécessaire.

Les postes de président aux sous-commissions sont proposés par les commissions concernées au Comité Directeur, qui procède ensuite à leur élection.

2.4.2. La Commission Electorale est chargée de veiller, lors des opérations de vote relatives à l'élection du Président et du Comité Directeur, au respect des dispositions prévues par les statuts et le règlement intérieur.

2.4.3. La Commission Electorale est composée de deux scrutateurs et d'un Président, dont une majorité de personnes qualifiées, choisis par l'Assem-

blée générale, parmi les membres présents. Aucun d'entre eux ne peut appartenir au Comité Directeur de la F.F.F.T. ou à une commission, ni être candidat à l'élection. Sinon, la composition de la Commission électorale est en principe libre.

La Commission électorale exerce ses fonctions sous le contrôle du Secrétaire Général sortant.

2.4.4. La Commission Electorale est saisie pour toute procédure nationale requérant un vote, notamment lors de l'Assemblée générale électorale.

2.4.5. La Commission Electorale a la possibilité de procéder à tous contrôles et vérifications utiles.

2.4.6. La Commission Electorale a toute compétence pour :

- émettre un avis sur la recevabilité des candidatures ;
- avoir accès à tout moment aux bureaux de vote, leur adresser tous conseils et former à leur intention toutes observations susceptibles de les rappeler au respect des dispositions statutaires ;
- se faire présenter tout

document nécessaire à l'exercice de ses missions; - en cas de constatation d'une irrégularité, exiger l'inscription d'observations au procès-verbal, soit avant la proclamation des résultats, soit après cette proclamation.

RESSOURCES ANNUELLES

3.1. Les ressources annuelles de la F.F.F.T. comprennent :

- 1) les cotisations et souscriptions de ses membres;
- 2) le revenu de ses biens ;
- 3) le produit des licences et des manifestations ;
- 4) les subventions de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics ;
- 5) le produit de ses biens et les rétributions perçues pour services rendus ;
- 6) les ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- 7) toute autre ressource autorisée par la loi.

3.2. La comptabilité de la F.F.F.T. est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur.

3.3. Il est justifié chaque année auprès du ministre chargé des sports de l'emploi des subventions reçues par la F.F.F.T. au cours de l'exercice écoulé.

MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

4.1. Les Statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée générale sur proposition du Comité Directeur ou du dixième au moins des membres de l'Assemblée générale représentant au moins le dixième des voix.

Dans l'un et l'autre cas, la convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les propositions de modifications, est adressée aux associations affiliées à la F.F.F.T. 30 jours au moins avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée.

4.2. L'Assemblée générale ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins de ses membres, représentant au moins la moitié des voix, sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'Assemblée générale statue alors sans condition de quorum.

Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents, repré-

sentant au moins les deux tiers des voix.

4.3. L'Assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de la F.F.F.T. que si elle est convoquée spécialement à cet effet.

Elle se prononce dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

En cas de dissolution de la F.F.F.T., l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation de ses biens.

4.4. Les délibérations de l'Assemblée générale concernant la modification des Statuts, la dissolution de la F.F.F.T. et la liquidation de ses biens sont adressées sans délai au ministre chargé des sports.

SURVEILLANCE ET PUBLICITÉ

5.1. Le Président de la F.F.F.T. ou son délégué fait connaître dans les trois mois à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où elle a son siège tous les changements intervenus dans la direction de la F.F.F.T.

5.2. Les procès-verbaux de l'Assemblée générale et les rapports financiers et de gestion sont communiqués chaque année aux associations membres de la F.F.F.T. et aux membres des catégories mentionnées à l'article 1.2.3., ainsi qu'au ministre chargé des sports.

5.3. Les documents administratifs de la F.F.F.T. et ses pièces de comptabilité, dont un règlement financier, sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du ministre chargé des sports ou de son délégué, à tout fonctionnaire accrédité par l'un d'eux.

Le rapport moral et le rapport financier et de gestion sont adressés chaque année au ministre chargé des sports.

5.4. Le ministre chargé des sports a le droit de faire visiter par ses délégués les établissements fondés par la F.F.F.T. et d'être informé des conditions de leur fonctionnement.

5.5. Les règlements prévus par les présents Statuts et les autres règlements arrêtés par la F.F.F.T. sont publiés au journal officiel de la F.F.F.T. et/ou par tout autre support de communication dont dispose la F.F.F.T.

FÉDÉRATION FRANÇAISE DE FOOTBALL DE TABLE

3 RUE CLERMONT

44000 NANTES

02 40 20 52 38 / ffft@francebabyfoot.com



www.francebabyfoot.com